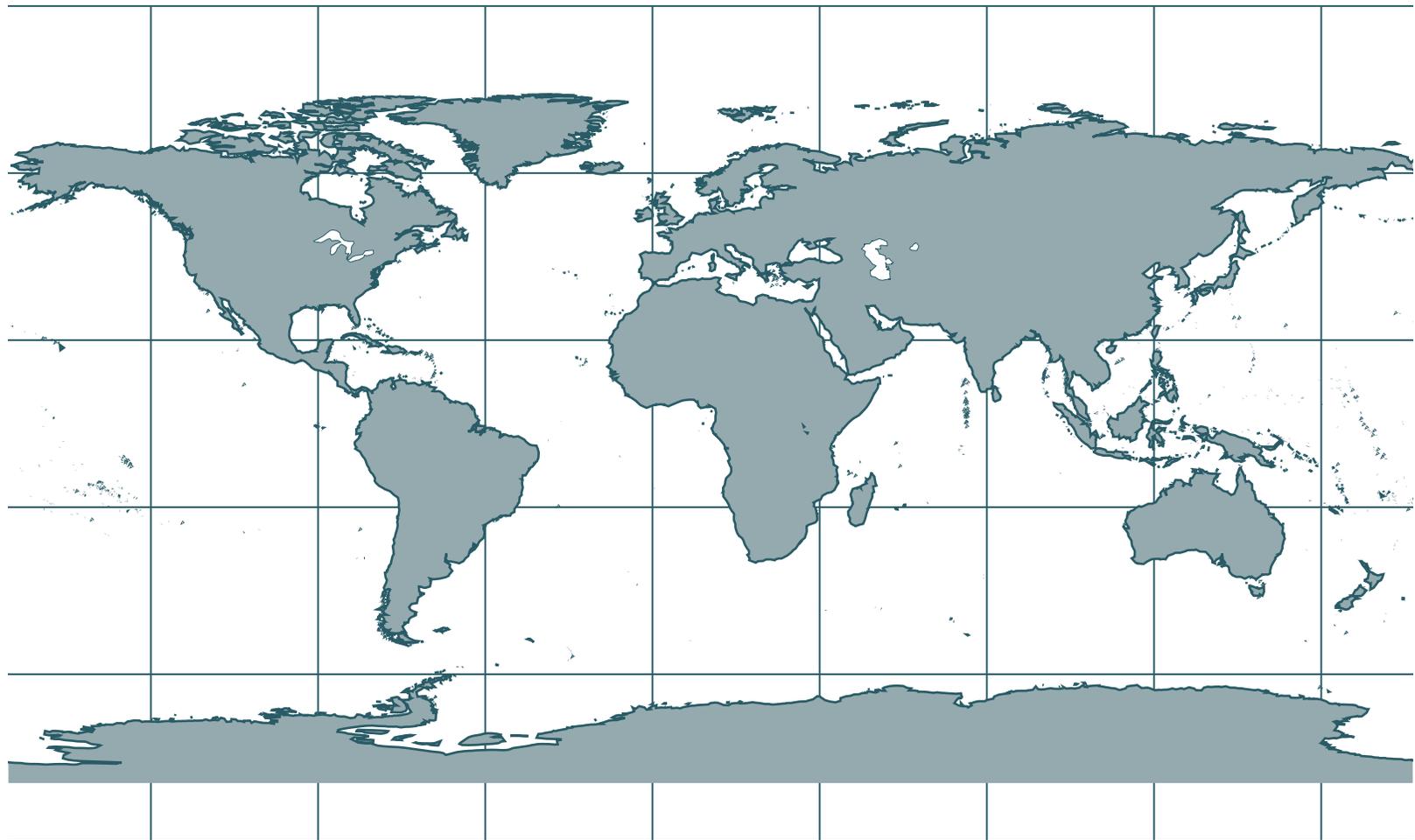


Situation et perspectives de l'économie mondiale 2016



Nations Unies
New York, 2016

Résumé

Perspectives du développement macroéconomique au niveau mondial

L'économie mondiale a connu des revers en 2015

Le produit mondial brut ne devrait augmenter que de 2,4 % en 2015, ce qui représente une importante révision à la baisse par rapport aux 2,8 % qui avaient été prévus dans le rapport intitulé « Situation et perspectives de l'économie mondiale » publié mi-2015. Plus de sept années après la crise financière mondiale, les décideurs du monde entier continuent de faire face à des défis immenses dans les efforts déployés pour stimuler les investissements et relancer la croissance dans le monde. L'économie mondiale a été freinée par plusieurs obstacles majeurs, à savoir la persistance des incertitudes et de l'instabilité à l'échelle macroéconomique, la faiblesse des cours des produits de base et le déclin des flux commerciaux, l'instabilité croissante des taux de change et des flux de capitaux, la stagnation des investissements et la baisse du taux de croissance de la productivité, et le décalage persistant entre les activités de financement et celles du secteur réel. Une modeste amélioration devrait commencer à se dessiner l'an prochain, le taux de croissance mondial devant atteindre 2,9 % en 2016 et 3,2 % en 2017. On s'attend à ce que le calendrier et le rythme de normalisation de la politique monétaire des États-Unis réduisent certaines des incertitudes quant aux orientations qui seront suivies, tout en empêchant qu'une instabilité excessive ne se manifeste au niveau des taux de change et du prix des actifs. Bien qu'il soit inévitable que la normalisation entraîne tôt ou tard une hausse des coûts des emprunts, l'augmentation des taux d'intérêt devrait encourager les entreprises à accroître leurs investissements à brève échéance. L'amélioration du taux de croissance mondiale devrait également être rendue possible par l'atténuation des pressions à la baisse exercées sur les cours des produits de base, ce qui devrait encourager de nouveaux investissements et stimuler la croissance, en particulier dans les pays dont l'économie dépend de ces produits.

On prévoit une augmentation de la contribution des pays développés à la croissance mondiale

On s'attend à ce que la croissance enregistrée dans les pays développés continue de s'accroître en 2016, ce qui lui permettra de dépasser la barre des 2 % pour la première fois depuis 2010. Dans les pays en développement ou en transition, le rythme de la croissance est, en 2015, tombé à son niveau le plus bas depuis la crise financière mondiale, dans un contexte caractérisé par une forte baisse des cours des produits de base, d'importantes sorties de capitaux et une augmentation de l'instabilité des marchés financiers. On prévoit que le taux de croissance atteindra 4,3 % en 2016 et 4,8 % en 2017, soit une augmentation par rapport

aux 3,8 % qui, selon les estimations, ont été enregistrés en 2015. En dépit du ralentissement observé en Chine, l'est et le sud de l'Asie resteront les régions du monde affichant la croissance la plus rapide, notamment en raison du fait qu'un grand nombre de pays importateurs de produits de base qui en font partie profiteront des faibles cours du pétrole, des métaux et des denrées alimentaires. On s'attend à ce que la croissance du PIB des pays les moins avancés remonte de 4,5 % en 2015 à 5,6 % en 2016, ce qui ne l'empêchera pas d'être, à court terme, en deçà du minimum de 7 % fixé dans l'un des objectifs de développement durable. Bien que les pays en développement aient été le moteur de la croissance mondiale depuis la crise financière, les pays développés, en particulier les États-Unis d'Amérique, devraient contribuer dans une plus grande mesure à cette croissance au cours de la période sur laquelle portent les prévisions.

L'inflation demeure faible dans les pays développés, tandis que l'instabilité en matière d'inflation et de croissance reste élevée

Dans un contexte caractérisé par des écarts de production persistants, un déclin des cours des produits de base et la faiblesse de la demande globale, l'inflation à l'échelle mondiale est à son niveau le plus bas depuis 2009. Dans les pays développés à économie de marché, on s'attend à ce que le taux d'inflation annuel enregistré en 2015 soit à peine de 0,3 % en moyenne. Des conditions monétaires extrêmement peu contraignantes ont jusqu'à présent empêché la déflation de devenir tenace dans les pays développés. Toutefois, un faible taux d'inflation a été associé à des niveaux d'instabilité élevés en matière d'inflation, de croissance, d'investissements et de consommation dans la majorité des grands pays développés ou en développement, ainsi que dans les pays en transition. De fortes dépréciations monétaires ont compensé les pressions désinflationnistes enregistrées dans plusieurs pays en développement. Le real brésilien et le rouble russe ont accusé de fortes dépréciations, et les deux pays restent en proie à une grave récession économique accompagnée d'une inflation élevée.

Le ralentissement de l'activité économique nuit aux marchés du travail

Le chômage est en hausse dans de nombreux pays en développement ou en transition, en particulier en Amérique du Sud, tout en restant obstinément élevé dans des pays tels que l'Afrique du Sud. Dans le même temps, les taux d'activité, en particulier parmi les femmes et les jeunes, ont baissé, et la précarité de l'emploi est devenue un problème de plus en plus répandu, à mesure que des travailleurs salariés quittent leur poste pour s'installer à leur compte. La réduction de l'intensité d'emploi de la croissance dans de nombreux pays, combinée à la stagnation des salaires réels, constitue un obstacle aux efforts déployés pour promouvoir une croissance économique inclusive et durable, l'emploi et un travail décent pour tous.

Les investissements ont accusé un ralentissement marqué et largement ressenti

Les taux d'accroissement de la formation brute de capital fixe ont accusé des baisses marquées depuis 2014 dans la plupart des pays développés ou en développement, neuf d'entre eux connaissant une croissance négative des investissements. La faible demande

globale, la chute des cours des produits de base et les incertitudes persistantes ressenties au sujet des orientations ont limité la croissance des investissements en 2014 et 2015. Une modeste reprise des investissements est prévue, à condition que les cours des produits de base ne continuent pas de baisser et que la normalisation espérée de la politique monétaire des États-Unis réduise les incertitudes quant aux orientations. Toutefois, des efforts coordonnés sont toujours nécessaires aux niveaux national et international pour faire en sorte que les secteurs financiers assurent efficacement l'intermédiation de l'épargne et des liquidités, ainsi que pour stimuler les investissements en capital fixe.

La réduction de la pauvreté et des niveaux d'émissions exigeront des efforts concertés en matière de politiques

Le ralentissement généralisé de la croissance économique dans de nombreux pays en développement et la faible croissance des salaires dans la plupart des secteurs limiteront les progrès accomplis à court terme dans la réduction de la pauvreté. Les nouveaux progrès réalisés dans ce domaine dépendront dans une large mesure des politiques visant à réduire les inégalités, par exemple par le biais d'investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures, et du renforcement des filets de sécurité sociale. Les émissions de dioxyde de carbone liées à l'énergie à l'échelle mondiale n'ont pas augmenté en 2014, ce qui ne s'était pas vu depuis 20 ans, sauf en 2009, lorsque l'économie mondiale avait subi une contraction, ce qui donne à penser qu'une dissociation entre la croissance économique et la croissance des émissions de carbone est possible pour peu que des politiques appropriées soient adoptées à cette fin et que des investissements suffisants soient effectués. Les sources d'énergie à faible émission de carbone représentent désormais plus de 50 % des nouvelles quantités d'énergie consommées à l'échelle mondiale.

Flux commerciaux et financiers internationaux

La baisse des cours des produits de base a eu de graves effets défavorables sur les flux commerciaux et les finances publiques

Les termes de l'échange des pays exportateurs de produits de base se sont fortement dégradés, ce qui limite leur aptitude à se procurer des biens et des services en provenance des autres pays du monde. Leur balance des comptes courants s'est détériorée, et compte tenu des sorties nettes de capitaux subies par un grand nombre de pays tributaires des produits de base, ceux-ci ont été contraints d'avoir recours aux réserves internationales ou de réduire leurs importations. Cela a entraîné des effets secondaires sur les échanges commerciaux des pays non exportateurs de produits de base et a, par voie de conséquence, aggravé des tendances à long terme telles que le ralentissement de l'expansion des chaînes de valeur mondiales et le piétinement des négociations commerciales multilatérales, ce qui affecte négativement le volume des échanges mondiaux. Les baisses des cours des produits de base et les ajustements des taux de change ont également eu un effet marqué sur les équilibres budgétaires, en particulier dans les pays en développement ou en transition tributaires des produits de base. Le déclin marqué de la valeur globale des échanges commerciaux mondiaux est toutefois attribuable en grande partie à la détérioration des cours des produits de base et à l'appréciation du dollar. Les volumes des échanges commerciaux ont enregistré

un ralentissement plus modéré, ce qui reflète une augmentation de l'écart entre la valeur et le volume des échanges mondiaux.

L'instabilité des marchés financiers a fortement augmenté

La baisse ininterrompue des cours mondiaux des produits de base, dans le cadre de laquelle est survenue une chute spectaculaire du prix du pétrole, s'explique par l'effet combiné de l'abondance de l'offre et du ralentissement de la demande. La demande de la Chine joue un rôle clef dans les fluctuations des cours des métaux, en particulier, étant donné que ce pays représente près de la moitié de la consommation mondiale de métaux. La combinaison des ajustements des cours des produits de base et des sorties de capitaux a été associée à de nets réalignements des taux de change et à une augmentation de l'instabilité sur les marchés des changes.

Le renforcement du système commercial multilatéral permettra aux pays de mieux profiter des avantages des échanges

Le commerce international est un important facteur déterminant de la croissance et du développement à l'échelle mondiale. Au niveau mondial, le potentiel encore inexploité que représente la possibilité de profiter des avantages du commerce international reste considérable. Un système commercial multilatéral universel et non discriminatoire constitue un élément central pour exploiter ce potentiel. Toutefois, les négociations du Cycle de Doha n'ont accompli que des progrès limités au cours des 15 dernières années. Dans le même temps, on a constaté que les accords de commerce régionaux de nouvelle génération prenaient de plus en plus d'importance. Les accords commerciaux méga-régionaux peuvent réduire l'attrait que présentent des négociations de portée universelle et avoir des effets défavorables pour les pays qui n'y sont pas parties, en particulier s'il s'agit de pays en développement. Le Partenariat transpacifique (PTP), qui est le premier accord commercial méga-régional à avoir été conclu, crée un marché de 800 millions de personnes représentant plus de 40 % du produit mondial brut. Les non-membres du PTP, cependant, peuvent subir les effets défavorables de la réorientation des échanges et des investissements vers les pays membres de ces accords. Cela montre à quel point il importe de renforcer la cohérence entre les accords commerciaux régionaux et le système commercial multilatéral, pour qu'il puisse assurer la pérennité et la viabilité d'un environnement propice au développement.

Financement du développement durable

Le Programme d'action d'Addis-Abeba crée un cadre de financement pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Un rôle de premier plan que joue le système financier international consiste à canaliser l'épargne vers les utilisations productives et l'investissement, afin d'assurer une croissance économique durable. À ce titre, il constitue un élément indispensable à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Bien que les besoins financiers à satisfaire pour la réalisation des activités de développement durable prévues soient extrêmement grands, l'épargne publique et privée à l'échelle mondiale serait suffisante si le

Le système financier était capable d'assurer efficacement l'intermédiation des flux conformément aux objectifs de développement durable. Toutefois, le système financier international n'est, à l'heure actuelle, ni stable ni efficace lorsqu'il s'agit d'octroyer des crédits là où ils sont nécessaires pour assurer une croissance soutenue et inclusive, et les capitaux d'emprunt ne sont généralement pas attribués en fonction des retombées sociales qu'ils peuvent avoir ou de la viabilité environnementale des projets qu'ils sont censés financer. Le Programme d'action d'Addis-Abeba établit un nouveau cadre mondial pour le financement du développement durable, conçu pour aligner tous les flux de financement et toutes les politiques nationales et internationales sur les priorités économiques, sociales et environnementales.

La réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 impliquera des pressions considérables sur les budgets publics et les capacités des pays en développement

La mobilisation et l'utilisation efficace des ressources publiques continueront de jouer un rôle crucial dans la réalisation du développement durable. Cela exigera un financement public international accru et plus efficace, notamment sous la forme d'une aide publique au développement (APD), d'un renforcement de la coopération Sud-Sud, et d'autres flux de fonds publics. Les banques de développement multilatérales, régionales et nationales ont également un rôle important à jouer en fournissant un apport complémentaire aux fonds publics existants, en particulier à un moment où les ressources privées ne sont pas efficacement affectées à cette fin. La fraude fiscale, l'évasion fiscale et les flux financiers illicites sont devenus des obstacles majeurs à la mobilisation efficace des ressources. On peut remédier à cette situation en intensifiant les efforts visant à renforcer la coopération internationale en matière fiscale.

Toutes les parties prenantes, au nombre desquelles les États Membres, le secteur privé, la société civile et d'autres acteurs, doivent contribuer à l'effort commun et continuer de respecter les engagements qu'elles ont pris en vue de la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba en faveur du développement durable. Le rôle joué par le Forum annuel sur le financement du développement, qui a pour mission d'assurer le suivi des activités de surveillance de la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba, sera d'une importance cruciale.

Les défis à surmonter en matière d'orientations et la voie à suivre à l'avenir

Les décideurs doivent se préparer à un durcissement des conditions financières à l'échelle mondiale

Dans les pays développés, ce sont les banques centrales qui ont assumé la plus grande partie des responsabilités à prendre pour soutenir la croissance pendant la période de l'après-crise, ce qui a entraîné un assouplissement sans précédent des politiques monétaires au cours des dernières années. À mesure que la situation économique des États-Unis s'est améliorée, la Réserve fédérale de ce pays a clairement indiqué qu'elle avait l'intention de commencer à relever le taux directeur, après sept années au cours desquelles les taux d'intérêt étaient

proches de zéro. Il est probable que, d'un côté, les mesures qu'elle prendra dans ce sens réduiront les incertitudes quant à ses politiques, bien que le rythme et l'ordre de succession des augmentations du taux d'intérêt prévues restent inconnus. D'un autre côté, on s'attend à ce que l'augmentation du taux directeur ait des retombées importantes, provoque une accélération des sorties de capitaux des pays en développement, et entraîne un durcissement de la conjoncture financière mondiale.

Il sera probablement de plus en plus difficile, à court terme, de déterminer les orientations à suivre

Les décideurs du monde entier vont devoir déployer des efforts concertés pour réduire les incertitudes et l'instabilité financière, afin de trouver le juste équilibre entre les objectifs poursuivis pour assurer une croissance économique durable et le maintien de la stabilité financière. Pour réagir à un durcissement de la conjoncture financière mondiale, ils devront utiliser divers moyens stratégiques, parmi lesquels des instruments macroprudentiels, des mesures monétaires ciblées et une politique budgétaire plus accommodante. Pour les pays en développement, les difficultés qu'ils auront à surmonter risquent d'être plus grandes, compte tenu du fait que l'endettement des entreprises qui y sont implantées, souvent exprimé en dollars des États-Unis, a augmenté fortement depuis la crise financière mondiale. Ces pays sont par conséquent exposés à un risque de fluctuation des taux de change et d'augmentation des coûts de service de la dette à mesure que les conditions financières se durcissent à l'échelle mondiale. Les décideurs auront besoin de recourir de plus en plus à des instruments macroprudentiels pour empêcher une réduction rapide du levier de l'endettement, réorienter leurs systèmes financiers vers les activités des secteurs réels, et réduire à un minimum les risques menaçant la stabilité financière.

Des efforts stratégiques plus efficaces, mieux ciblés et mieux coordonnés sont nécessaires pour assurer une croissance économique inclusive et durable

Pour stimuler une croissance inclusive à court terme et promouvoir un développement durable à long terme, il faut que la coordination des stratégies soit plus efficace aux niveaux national, régional et mondial. Les décideurs devront à tout prix s'assurer que le secteur financier facilite et stimule les investissements productifs à long terme, pour briser le cercle vicieux que perpétuent la faiblesse de la demande globale, le sous-investissement, la médiocrité de la productivité et les résultats décevants que l'économie mondiale obtient sur le plan de la croissance, compte tenu de son potentiel. Tout en réduisant leur dépendance excessive par rapport aux mesures axées sur la politique monétaire, les décideurs devront, de plus en plus, entreprendre des mesures budgétaires ciblées pour stimuler la demande globale, l'investissement et la croissance. Des stratégies bien conçues et ciblées portant sur le marché du travail peuvent servir de complément aux politiques fiscales pour relancer la productivité, la création d'emplois et la croissance. Les efforts stratégiques coordonnés déployés dans les domaines économique, social et environnemental joueront un rôle crucial pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.